

## ÉDITO Par François Mathieu

# *Forza Europa*

Ce mercredi, la Commission européenne attribuera bons et mauvais points aux États membres sur la gestion de leurs finances publiques. Elle épargnera sans doute la France et la Belgique, du bout des lèvres, mais redira tout le mal qu'elle pense des élucubrations économiques de Matteo Salvini (et d'autres du M5S en Italie), le très puissant maître à penser de la Ligue du Nord (extrême droite) et grand vainqueur des élections européennes. Meneur en chef de la fronde contre la Commission européenne, contestataire attiré de sa vision orthodoxe des questions budgétaires, le ministre italien de l'Intérieur incarne "à merveille" (ce n'est pas un compliment) cette classe d'hommes politiques capables de polariser une société à court terme sans rien proposer de constructif à long terme. Sa suggestion de créer une monnaie alternative participe de ces sorties intempestives qui ont tout pour plaire au premier abord – rien de tel qu'une bonne vieille dévaluation, non ? – mais qui nuisent collectivement. Car, in fine, c'est le "petit épargnant" qui va payer. Cette forme de provocation – certains diront de chantage – du gouvernement italien ne devrait pas infléchir la position de la Commission, qui devrait donc ouvrir une procédure en déficit excessif à l'encontre de l'Italie. Bref, ce sera l'escalade. Conforté par son succès à l'élection européenne, Salvini ne manquera pas de tirer à boulets rouges sur cette méchante Commission "qui veut du mal au peuple italien".

Le hic, c'est que ce type de message continue de porter politiquement. La Commission peut évidemment faire le gros dos. Ne pas plier, certainement. Mais à quoi cette escalade va-t-elle mener ? S'il est évident que les promesses

démesurées de ces populistes sont intenable au vu des situations budgétaires et d'endettement – et de faible croissance – de leurs pays, il y a là un défi que l'Europe dans son ensemble ne parvient pas à relever. L'équation est complexe, et les solutions sans doute aussi compliquées qu'imparfaites, mais peut-on encore longtemps se contenter d'émettre ces diatribes sur les finances publiques par écrit, sans autre forme de procès ? N'y a-t-il pas dans cette mécanique semestrielle quelque chose de vicié, de malsain, reflet d'un manque de vision stratégique sur la manière dont les États membres vont mener leurs réformes à bien ?